



*Affaires acadiennes et francophones*  
*Loi sur les services en français*

# RAPPORT ANNUEL

2021-2022



*Loi sur les services en français*

# RAPPORT ANNUEL

EXERCICE 2021-2022

*Secrétariat aux affaires acadiennes et francophones*

# TABLE DES MATIÈRES

Message du ministre .....	1
Message du sous-ministre .....	2
Vue d'ensemble du Secrétariat aux affaires acadiennes et francophones .....	3
Indicateurs clés .....	8
Orientations futures .....	25
Coordonnées .....	26



## Message du ministre

### FAITS SAILLANTS

Le Recensement de la population mené par Statistique Canada en mai 2021 génère un portrait éclairant de la langue française à l'Île-du-Prince-Édouard, donnant à la fois un aperçu de la situation actuelle et un point de comparaison avec le dernier recensement effectué en 2016.



Entre 2016 et 2021, nous notons une augmentation du bilinguisme à l'Île-du-Prince-Édouard. Je suis fier du fait que près de 13 % de notre population parle français, à savoir plus de 19 000 Insulaires. Notre province a donc le quatrième taux de bilinguisme le plus élevé du pays, après le Québec, le Nouveau-Brunswick et le Yukon. Cette capacité bilingue est un atout remarquable pour la province : elle représente un avantage comparatif pour de nombreuses entreprises de l'Île en leur offrant un accès privilégié aux marchés nationaux et internationaux, sans oublier sa contribution inestimable à l'industrie touristique de la province. De plus, le bilinguisme des Insulaires joue un rôle crucial dans la prestation de services en français par le gouvernement dans la province.

Le recensement met en évidence la diversité florissante et évolutive de la population francophone de la province. Il s'agit là d'une excellente occasion de renforcer la vitalité de la francophonie insulaire, voire de l'ensemble de la province. Je salue les efforts entrepris pour renforcer la croissance continue de l'Île-du-Prince-Édouard et pour faire de notre province une communauté accueillante et dynamique.

Le recensement relève aussi le fait qu'il faut en faire davantage pour soutenir la vitalité de la communauté acadienne et francophone de l'Île-du-Prince-Édouard. En effet, malgré l'augmentation du bilinguisme, le pourcentage de la population ayant le français comme langue maternelle est passé de 3,4 % à 3,0 % entre 2016 et 2021. Afin de protéger le riche patrimoine acadien et francophone de l'Île et de l'aider à s'épanouir, le gouvernement continuera de développer et d'améliorer les services en français tout en appuyant sans réserve la francophonie de l'Île dans des domaines déterminants tels que l'éducation et la culture.



Dennis King  
Premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard  
Ministre responsable des Affaires acadiennes et francophones

## Message du sous-ministre

Afin de maximiser l'impact positif que le gouvernement peut avoir dans la vie de tous les Insulaires, il est profitable et efficace de partager les meilleures pratiques et de rechercher la synergie entre les ministères et organismes du gouvernement.

Il est donc opportun que chaque institution gouvernementale assujettie à la *Loi sur les services en français* (la *Loi*) soit tenue de nommer un coordonnateur ou une coordonnatrice des services en français. En collaboration avec le Secrétariat aux affaires acadiennes et francophones, ces personnes sont chargées de conseiller et de soutenir leurs institutions respectives dans l'élaboration et la mise en œuvre de programmes et de services en français pour la population francophone de l'Île.

La *Loi* prescrit également la création d'un Comité des coordonnateurs et coordonnatrices des services en français, un point central où les institutions peuvent partager les meilleures pratiques constatées dans les initiatives et programmes novateurs en matière de services en français entrepris au sein du gouvernement provincial. De plus, le comité permet aux membres d'explorer les possibilités de collaboration afin d'accroître et d'harmoniser l'offre de services en fonction des priorités de la communauté et dans le souci de la clientèle. Les membres peuvent rester au fait de l'évolution de la prestation de services aux communautés de langue officielle en situation minoritaire dans l'ensemble du pays et tirer parti des leçons apprises dans leur milieu.

S'il est essentiel de travailler de façon efficace et d'explorer la synergie au sein du gouvernement pour fournir des services de qualité à la communauté acadienne et francophone, il est tout aussi important de pouvoir obtenir les commentaires de notre population francophone sur diverses questions. C'est dans cet esprit que des consultations ont été organisées en français et en anglais pour la *Residential Tenancy Act* (loi sur la location de locaux d'habitation), la révision de la *Child Protection Act* (loi sur la protection des enfants) de 2021 et la *Child, Youth and Family Services Act* (loi sur les services à l'enfance, à la jeunesse et à la famille). C'est aussi pourquoi il était possible de formuler des commentaires en français sur le site Web du gouvernement dans le cadre des consultations publiques sur le projet Terres Enjeux et de répondre en anglais ou en français au sondage public visant à déterminer les priorités en matière de développement agricole à l'Île-du-Prince-Édouard.

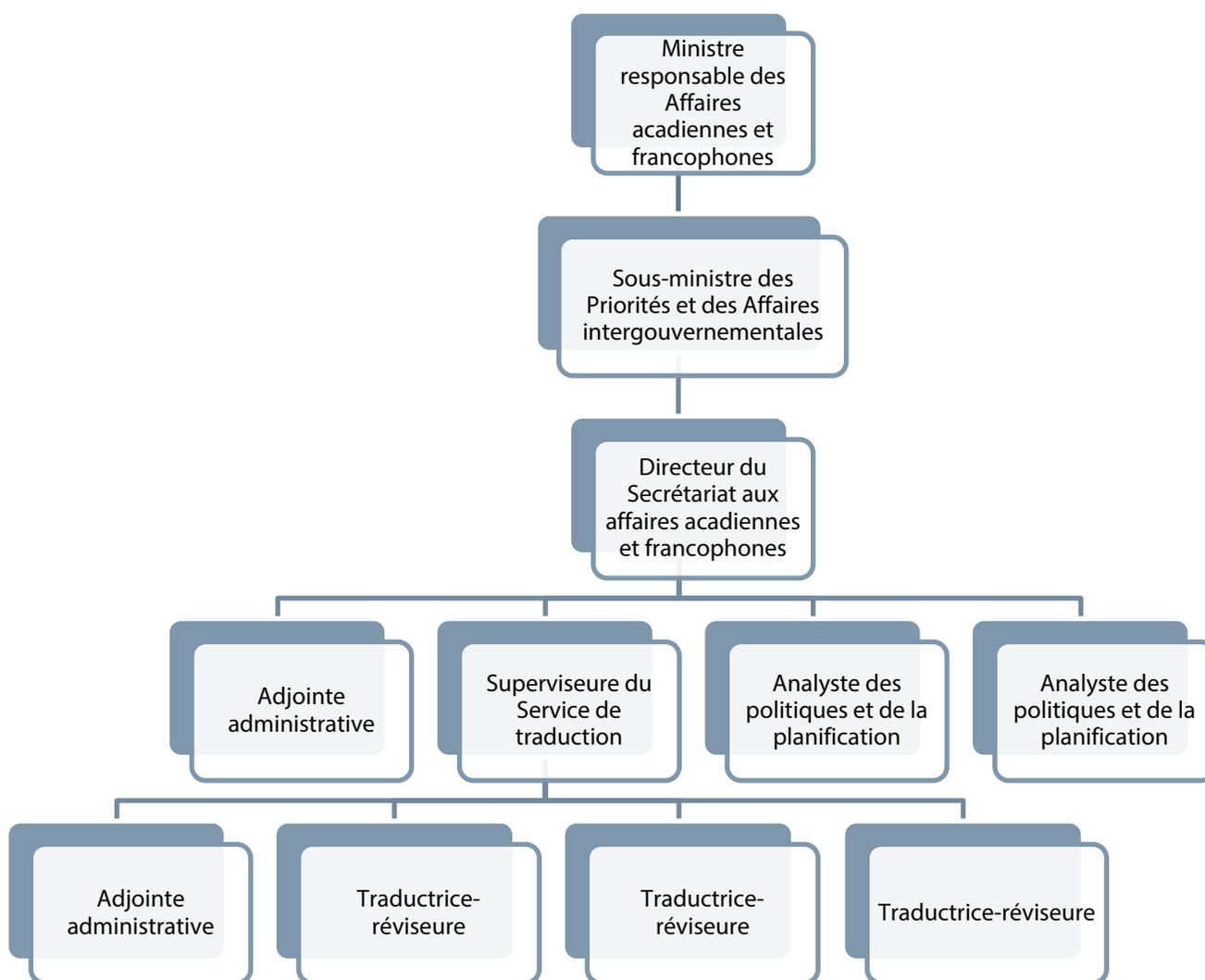
Enfin, l'offre d'informations gouvernementales en français est indispensable à la pleine participation de notre communauté acadienne et francophone. À titre d'exemple des efforts du gouvernement dans ce domaine, l'exposé budgétaire de 2022 a été entièrement traduit en français. Bien que le budget ait toujours comporté des sections en français, c'était la première fois dans l'histoire de notre province que l'ensemble du document était traduit. L'objectif est d'en faire la traduction intégrale chaque année afin de continuer à améliorer l'accès à l'information pour la population francophone de l'Île.

Christopher Gillis  
Sous-ministre, Priorités et Affaires intergouvernementales

## Vue d'ensemble du Secrétariat aux affaires acadiennes et francophones

### MANDAT, VISION ET MISSION

Le Secrétariat aux Affaires acadiennes et francophones appuie le gouvernement provincial dans les dossiers qui touchent à la communauté acadienne et francophone de l'Île-du-Prince-Édouard. Il conseille notamment le gouvernement quant à la prestation de programmes et de services en français afin que ceux-ci s'alignent sur les besoins prioritaires de la communauté acadienne et francophone. De plus, le Secrétariat veille à l'application de la *Loi sur les services en français* et de son règlement général.



Organigramme du Secrétariat aux affaires acadiennes et francophones

## LOI SUR LES SERVICES EN FRANÇAIS

La *Loi sur les services en français* est entrée en vigueur en décembre 2013.

Selon la *Loi*, les services désignés doivent être offerts en français ou en anglais, au choix de la personne, et être d'une qualité comparable dans les deux langues. On doit aussi en faire l'offre active pour informer la population qu'un service est disponible dans les deux langues. La désignation des services est déterminée par le gouvernement, en fonction des priorités de la communauté et de la capacité du gouvernement, et elle s'effectue en apportant des modifications au règlement.

Pour ce qui est de la correspondance et des consultations publiques, la *Loi* stipule que le gouvernement doit répondre en français, par écrit, à la correspondance reçue en français, et que lors de consultations publiques, il doit pouvoir offrir à la population l'occasion d'y participer en français.

La *Loi* établit plusieurs mécanismes pour assurer sa mise en œuvre :

- Le Secrétariat aux affaires acadiennes et francophones est responsable de l'application de la *Loi* et de son règlement. Le Secrétariat fournit également un soutien opérationnel au Comité consultatif de la communauté acadienne et francophone, et préside le Comité des coordonnateurs et coordonnatrices des services en français, établi en vertu de la *Loi*.
- Le Comité consultatif de la communauté acadienne et francophone conseille le ministre responsable des Affaires acadiennes et francophones sur toute question ayant trait à cette communauté dans la province, notamment ses priorités en matière de services en français.
- Chaque ministère ou organisme gouvernemental assujéti à la *Loi* doit nommer un coordonnateur ou une coordonnatrice des services en français qui agit à titre de personne-conseil pour la mise en œuvre de la *Loi*.
- Un agent ou une agente aux plaintes, nommé par le ministre responsable des Affaires acadiennes et francophones, est chargé de traiter, le cas échéant, les plaintes déposées en vertu de la *Loi*.

En outre, la *Loi* précise des mesures de reddition de comptes pour veiller à ce que le gouvernement effectue la planification et l'établissement de rapports en matière de programmes et de services en français; traite et fasse état des plaintes reçues; et présente un rapport annuel à l'Assemblée législative.

Le Règlement général énumère les vingt institutions gouvernementales assujétiées à la *Loi*, définit l'offre active des services désignés et en fait la description.

Voici les services désignés :

Institution gouvernementale	Services désignés
Ministère de la Croissance économique, du Tourisme et de la Culture	Programme de partenariat culturel communautaire
Ministère de l'Éducation et de l'Apprentissage continu	Services offerts en personne à la bibliothèque publique d'Abram-Village, à la bibliothèque publique Dr.-J.-Edmond-Arsenault (Charlottetown) et à la bibliothèque publique J.-Henri-Blanchard (Summerside)

# AFFAIRES ACADIENNES ET FRANCOPHONES

Ministère de l'Éducation et de l'Apprentissage continu	Services d'accompagnement offerts aux éducateurs et éducatrices de la petite enfance
	Formulaire de demande en ligne pour obtenir une carte de bibliothèque publique
	Formulaire de demande en ligne pour suggérer l'achat d'ouvrages par une bibliothèque publique
	Formulaire de demande en ligne pour obtenir des prêts entre bibliothèques
	Formulaire d'inscription en ligne pour obtenir des services de bibliothèque publique accessibles
Ministère du Développement social et du Logement	211 Î.-P.-É.
Ministère des Transports, de l'Infrastructure et de l'Énergie	Service de renseignements aux voyageurs et voyageuses – 511
	Panneaux de signalisation routière (sauf ceux d'arrêt, à messages variables, comportant des noms propres, affichant les mots «Trans Canada Highway»)
	Services offerts en personne au centre Accès Î.-P.-É., à Wellington
Bureau du Conseil exécutif	Processus de demande en ligne pour Contribuons à l'Î.-P.-É.
Santé Î.-P.-É.	Service d'information de télésanté – 811
	Services d'orientation générale au Foyer Summerset
	Services d'examen de la situation financière dans le cadre du Programme de subventions pour les soins de longue durée au foyer Summerset
	Services de réception au foyer Summerset
	Soins dentaires au foyer Summerset
Musée et Fondation du patrimoine de l'Île-du-Prince-Édouard	Renseignements dans le cadre des expositions permanentes et temporaires au Musée acadien
	Tous les services offerts en personne au Musée acadien

## COMITÉ CONSULTATIF DE LA COMMUNAUTÉ ACADIENNE ET FRANCOPHONE

Le Comité consultatif de la communauté acadienne et francophone, créé en 1977, joue un rôle essentiel dans la mise en œuvre de la *Loi*. En effet, le comité veille à ce que le gouvernement soit informé des priorités en matière de services de la communauté acadienne et francophone. De plus, il oriente le gouvernement relativement à la désignation des services, à la prestation en français des services désignés et à toute autre question touchant la communauté acadienne et francophone de la province.

# AFFAIRES ACADIENNES ET FRANCOPHONES

Le Comité se compose de dix (10) membres, soit un membre pour chacune des six (6) régions acadiennes et francophones (Prince-Ouest, Évangéline, Summerside-Miscouche, Rustico, Charlottetown et Kings-Est) et quatre (4) autres membres à titre particulier, y compris le président. Voici la liste des membres pour 2021-2022 :

Carlo Lavoie, président

Josée Gallant-Gordon, région de Prince-Ouest

Imelda Arsenaault, Évangéline

Maité Mézierre, région de Summerside-Miscouche

Stéphane Blanchard, région de Rustico

Zain Esseghaier, région de Charlottetown

Tina Peters-White, région de Kings-Est

Ashley Richard, membre à titre particulier

Carol Horne, membre à titre particulier

Jesse Francis, membre à titre particulier



## Priorités de la communauté acadienne et francophone

Selon les résultats du sondage réalisé auprès de la communauté en 2019, le Comité consultatif de la communauté acadienne et francophone a identifié les secteurs prioritaires suivants pour la période 2020-2023 : santé, éducation, accès à l'information et services sociaux.

Le comité a aussi identifié les services suivants comme étant prioritaires pour l'exercice 2021-2022 :

Secteur prioritaire	Services prioritaires
Santé	<ul style="list-style-type: none"><li>• Services en ligne</li><li>• Médecins de famille</li><li>• Foyers de soins de longue durée</li><li>• Services de soins à domicile</li><li>• Services ambulanciers</li><li>• Services de santé mentale</li><li>• Admission à l'hôpital ou au service d'urgence</li></ul>
Services sociaux	<ul style="list-style-type: none"><li>• Services en ligne</li><li>• Immatriculation de véhicule à moteur en ligne</li><li>• Service d'urgence 911</li><li>• Services d'Accès Î.-P.-É. et de Service Î.-P.-É.</li><li>• Service de guichet unique</li></ul>

# AFFAIRES ACADIENNES ET FRANCOPHONES

Éducation et petite enfance	<ul style="list-style-type: none"><li>• Services en ligne</li><li>• Services à l'appui des éducateurs et éducatrices de la petite enfance</li><li>• Services des centres de la petite enfance</li><li>• Service des bibliothèques publiques</li></ul>
Tourisme	<ul style="list-style-type: none"><li>• Services en ligne</li></ul>

## COMITÉ DES COORDONNATEURS ET COORDONNATRICES DES SERVICES EN FRANÇAIS

Chaque institution gouvernementale assujettie à la *Loi* est tenue de nommer un coordonnateur ou une coordonnatrice des services en français. Au cours de l'exercice financier 2021-2022, toutes les institutions gouvernementales pouvaient compter sur les services d'un coordonnateur ou d'une coordonnatrice.

Les coordonnateurs et coordonnatrices veillent au dépôt des plans et rapports annuels que les institutions ont l'obligation de préparer selon la *Loi*. Ils ont pour rôle de prodiguer conseil et appui à leur institution respective en ce qui a trait aux programmes et services de langue française, en plus de traiter toute plainte déposée auprès de leur institution en vertu de la *Loi*.

La *Loi* prévoit également la mise en place du Comité des coordonnateurs et coordonnatrices des services en français, présidé par le Secrétariat aux affaires acadiennes et francophones.

## ENTENTES DE FINANCEMENT

Le Secrétariat aux affaires acadiennes et francophones dispose de deux (2) grandes ententes de financement : l'Entente Canada-Île-du-Prince-Édouard relative aux services en français et l'Accord de coopération et d'échanges entre le Québec et l'Île-du-Prince-Édouard. L'Entente Canada-Île-du-Prince-Édouard relative aux services en français est l'un des principaux mécanismes de financement appuyant le travail administratif du Secrétariat, du Comité consultatif de la communauté acadienne et francophone et des institutions gouvernementales dans la réalisation de projets visant à développer les services en français. L'Accord de coopération et d'échanges entre le Québec et l'Île-du-Prince-Édouard, lui, est un mécanisme qui facilite le financement conjoint de projets de la communauté acadienne et francophone entre les gouvernements de l'Île-du-Prince-Édouard et du Québec.



## Indicateurs clés

### CADRE DE REDDITION DE COMPTES

La *Loi* prévoit plusieurs mesures de reddition de comptes : le mécanisme de plaintes, les plans et rapports annuels des institutions gouvernementales et le rapport annuel du ministre responsable des Affaires acadiennes et francophones (le présent document). De plus, le Comité consultatif de la communauté acadienne et francophone fournit des perspectives et conseils au gouvernement afin de cerner les enjeux et les domaines d'action prioritaires pour la communauté acadienne et francophone de l'Île-du-Prince-Édouard. Enfin, les ententes de financement qui sous-tendent la mise en œuvre de la *Loi* établissent des objectifs stratégiques précis qui orientent le financement des projets.

### Mécanisme de plaintes

Le mécanisme de plaintes permet aux membres du public de faire une plainte lorsque :

- un service désigné ne leur est pas fourni en français;
- la qualité d'un service désigné qui leur est fourni en français n'est pas comparable à la qualité de ce service en anglais;
- une institution gouvernementale assujettie à la *Loi* n'a pas pris les mesures prévues dans le règlement général de la *Loi* pour faire savoir au public qu'un service désigné était offert en français ou en anglais, au choix de la personne;
- une institution gouvernementale assujettie à la *Loi* n'a pas répondu en français à de la correspondance écrite reçue en français;
- une institution gouvernementale assujettie à la *Loi* n'a pas donné au public l'occasion de participer à une consultation publique en français.

Le mécanisme de plaintes comporte deux (2) niveaux. Au premier niveau, la plainte est traitée par le coordonnateur ou la coordonnatrice des services en français de l'institution en question et au deuxième niveau, si nécessaire, par l'agent ou l'agente aux plaintes.

En 2021-2022, aucune nouvelle plainte n'a été déposée en vertu de la *Loi*.

Un document de sensibilisation de la population au processus de plaintes demeure accessible en ligne et fait partie de la version papier du formulaire de plainte. Les plaintes peuvent être faites en ligne ou par courriel.

### Comité consultatif de la communauté acadienne et francophone

Au cours de la période visée par le présent rapport, le comité a tenu quatre (4) vidéoconférences en ligne. Le comité a examiné son propre rôle et celui de ses membres pour s'assurer qu'il remplit ses obligations selon la *Loi* et en ce qui concerne la communauté. Le comité a noté que des séances d'information et de sensibilisation continues étaient essentielles pour maintenir un engagement ciblé au sein de ses membres. Le comité a donc choisi d'intégrer une présentation par un organisme communautaire différent à chacune de ses quatre (4) réunions afin de mieux comprendre les besoins et les défis dans des secteurs prioritaires spécifiques de la communauté acadienne et francophone. En mai 2021, Élise Arsenaault a donné une présentation sur le projet Petite enfance en santé au nom du Réseau Santé en français Î.-P.-É. En septembre, Christopher Gillis s'est présenté aux membres du comité et leur

a fait part de son point de vue sur la communauté francophone en sa capacité de sous-ministre des Priorités et des Affaires intergouvernementales, dossier dans lequel s'inscrit le Secrétariat aux affaires acadiennes et francophones. En décembre, le comité a invité Donald Desroches, président du Collège de l'Île, à faire une présentation sur l'éducation postsecondaire en français dans la province. Finalement, en mars 2022, Angie Cormier et Eugénie Parent ont fait une présentation sur l'immigration francophone à l'Île-du-Prince-Édouard. Conformément au mandat que lui donne la *Loi*, le comité a identifié les priorités de la communauté acadienne et francophone pour l'exercice 2022-2023. Les institutions gouvernementales tiennent compte de ces priorités lors de la préparation de leurs plans et rapports annuels requis par la *Loi*.

## Comité des coordonnateurs et coordonnatrices des services en français

La période 2021-2022 représente la deuxième année complète de la pandémie de COVID-19. Les activités normales du gouvernement ont continué d'être touchées, y compris le travail du Comité des coordonnateurs et coordonnatrices des services en français.

Les réunions du comité permettent aux coordonnateurs et coordonnatrices des services en français de toutes les institutions assujetties à la *Loi* de faire du réseautage et de transmettre leurs meilleures pratiques. En raison de la pandémie, les réunions se sont poursuivies en ligne. Au cours des années précédentes, les membres se rencontraient en personne jusqu'à quatre (4) fois par an. Bien que le comité n'ait pu se réunir que deux fois dans son ensemble en 2021-2022, le Secrétariat aux affaires acadiennes et francophones a continué à travailler avec les membres du comité individuellement.

Le Secrétariat aux affaires acadiennes et francophones a également mis en place des mesures pour mieux structurer et appuyer le travail du comité. Chaque analyste des politiques et de la planification s'est vu confier la responsabilité de communiquer directement avec dix des institutions assujetties à la *Loi* afin d'offrir un soutien plus personnalisé aux organismes et à leurs coordonnateurs et coordonnatrices des services en français. De plus, les réunions du comité ont accordé plus d'importance à l'échange de pratiques exemplaires dans le cadre des initiatives et programmes novateurs en matière de services en français mis en œuvre au sein du gouvernement provincial. L'intention est de poursuivre cette démarche dans les années à venir.

## Ententes de financement

Le plan stratégique 2018-2023 de l'Entente Canada-Île-du-Prince-Édouard relative aux services en français énonce trois objectifs stratégiques :

- Soutien interne aux structures administratives et optimisation des ressources;
- Soutien à l'élaboration, à la planification et à la prestation de services et de programmes publics;
- Communications et consultations avec la communauté acadienne et francophone.

Grâce à cette entente, le gouvernement du Canada verse 1 237 500 \$ par année au gouvernement provincial pour les programmes et services en français. En 2021-2022, neuf (9) projets et trente-trois (33) postes désignés bilingues ont été financés, comme le soutien aux Jeux de l'Acadie et la création de postes bilingues au foyer Beach Grove, un établissement de soins de longue durée à Charlottetown.

L'Accord de coopération et d'échanges entre le Québec et l'Île-du-Prince-Édouard facilite le financement de projets de la communauté acadienne et francophone, plus particulièrement dans les secteurs prioritaires suivants : la petite enfance, l'immigration francophone, le tourisme, la jeunesse, l'éducation et la culture. Ces projets, cofinancés par les gouvernements du Québec et de l'Île-du-Prince-Édouard, contribuent à la promotion, au développement et à la vitalité de la langue française et de la culture francophone à l'Île. En raison de la pandémie de COVID-19, seulement un (1) projet a été financé dans le cadre de l'Accord en 2021-2022. Le projet visait à encourager la participation de la communauté à la création de courts documentaires, de films, de clips promotionnels et d'autres types de productions vidéo.



## Plans et rapports annuels des institutions gouvernementales

La *Loi* prévoit l'élaboration de plans et de rapports annuels par les institutions gouvernementales. Ce processus permet aux institutions de planifier chaque année des actions dans le but d'améliorer leurs services en français et d'ensuite faire état de la mise en œuvre de leur plan.

La *Loi* demande aux institutions de fournir, dans leur plan annuel, des renseignements sur ce qui suit :

- les services, parmi ceux qu'elles offrent, qui sont prioritaires pour la communauté acadienne et francophone;
- leur capacité à offrir des services en français;
- la prestation de leurs services désignés en français, le cas échéant.

# AFFAIRES ACADIENNES ET FRANCOPHONES

Dans leur rapport annuel, les institutions doivent également fournir des renseignements sur les plaintes qu'elles ont reçues quant au respect de la *Loi*.

Pendant l'exercice visé, les institutions gouvernementales assujetties à la *Loi* ont présenté un plan et un rapport annuels, à quelques exceptions près. La pandémie ayant causé des réalignements dans le processus de production de rapports, les institutions suivantes n'ont pas soumis de plan pour 2021-2022, mais ont présenté leur rapport pour cette même période : la Commission des droits de la personne, Innovation Î.-P.-É., le Bureau du Conseil exécutif, la Commission de réglementation et d'appels de l'Î.-P.-É., la Société de gestion des déchets de l'Île et le Musée et la Fondation du patrimoine de l'Î.-P.-É.

Un résumé de l'information contenue dans ces plans et rapports se trouve dans les tableaux ci-dessous. Le premier tableau met en évidence les activités et les initiatives entreprises par diverses institutions dans les secteurs prioritaires identifiés par la communauté acadienne et francophone de l'Île-du-Prince-Édouard.

Secteur prioritaire	Faits saillants
Santé	<ul style="list-style-type: none"><li>• Santé Î.-P.-É. a poursuivi l'établissement d'une maisonnée bilingue au foyer Maplewood en se basant sur les modèles des foyers Summerset et Beach Grove.</li><li>• En partenariat avec l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard, l'Université McGill a offert la formation <i>French for Medical Purposes</i> (Le français à des fins médicales), un projet pilote s'adressant spécifiquement aux personnes œuvrant dans le secteur de la santé.</li><li>• Lorsque les services en ligne de Santé Î.-P.-É. sont révisés ou que de nouveaux services sont ajoutés au site Web, Santé Î.-P.-É. s'efforce de rendre ces services disponibles en anglais et en français et de promouvoir les liens pour en faciliter l'accès.</li><li>• On a continué à faire traduire en français les services et les documents relatifs à la COVID-19 sur le site Web du gouvernement.</li><li>• Le ministère de la Santé et du Mieux-être a travaillé en étroite collaboration avec le service 811 de la province pour veiller à ce que les renseignements relatifs à la pandémie soient facilement accessibles aux appelants, en anglais et en français.</li><li>• La médecin hygiéniste en chef a continué de répondre en français aux questions des médias francophones lors des conférences de presse sur la COVID-19.</li><li>• Santé Î.-P.-É. a poursuivi son partenariat avec le Réseau Santé en français Î.-P.-É. afin d'établir des relations solides et de favoriser le dialogue avec la communauté acadienne et francophone de l'Île-du-Prince-Édouard.</li><li>• Les nouveaux règlements en matière de santé et de sécurité au travail concernant le harcèlement au travail ont été traduits en français.</li></ul>

<p>Éducation, apprentissage continu et petite enfance</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le Secrétariat aux affaires acadiennes et francophones a collaboré avec la communauté acadienne et francophone en offrant des subventions pour divers projets d'organismes, notamment à Cap enfants, au Collège de l'Île, à la Fédération des parents, aux Jeux de l'Acadie, au Salon du livre et au Centre Goéland.</li> <li>• Un poste équivalent temps plein de services d'accompagnement appuie exclusivement les six centres de la petite enfance francophones. La personne en poste anime également des ateliers liés aux besoins identifiés par les six centres. Des services d'accompagnement virtuels ont été offerts pendant les périodes d'accès restreint lors de la pandémie de COVID-19.</li> <li>• Dans le cadre de la journée « Emmenez vos enfants au travail », les communications ont mis en évidence les avantages de l'immersion en français et les possibilités d'emploi bilingue au sein du gouvernement.</li> <li>• L'Entente Canada-Î.-P.-É. relative aux services en français a continué d'offrir du financement pour appuyer les activités de l'Association des centres de la petite enfance de l'Î.-P.-É. (ACPEFÎPÉ).</li> <li>• Le guide sur les pratiques innovantes de maintien en poste a été traduit pour l'ACPEFÎPÉ.</li> <li>• L'adjointe administrative bilingue qui travaille au bureau du ministère de l'Éducation et de l'Apprentissage continu (MÉAC) à Summerside peut répondre aux appels en français et y donner suite.</li> <li>• Le MÉAC a commencé à planifier un programme accéléré d'apprentissage et de garde des jeunes enfants pour 2022-2023.</li> </ul>
<p>Accès à l'information et services sociaux</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Après avoir constaté une forte augmentation de la demande de services et de contenu en français depuis le début de la pandémie, plusieurs ministères, y compris Santé Î.-P.-É., utilisent l'analytique Web pour guider les efforts de traduction.</li> <li>• L'exposé budgétaire de 2022 a été entièrement traduit en français. Bien que le budget ait toujours comporté des sections en français, c'était la première fois que l'ensemble du document était traduit. L'objectif est d'en faire la traduction intégrale chaque année afin de continuer d'améliorer l'accès à l'information sur le budget provincial.</li> <li>• La Commission des droits de la personne a continué de collaborer avec la SAF'Île pour produire de l'information en français sur le harcèlement sexuel au travail ainsi que les modules de formation nécessaires à la présentation du matériel en français.</li> <li>• Tourisme Î.-P.-É. s'efforce de faire du marketing en français et en anglais, notamment dans le <i>Guide de l'Île</i> imprimé, dans diverses publicités imprimées, numériques et télévisées, sur les panneaux d'affichage, à la radio et sur d'autres supports publicitaires.</li> <li>• Tourisme Î.-P.-É. continue de viser à ce que son site Web complet soit offert en anglais et en français, y compris la section de chaque région touristique (Circuit côtier des pointes de l'Est, Discover Charlottetown, Explore Summerside, Circuit côtier du centre, Tourism Cavendish Beach et Circuit côtier North Cape) et tous les festivals touristiques d'envergure dans la province.</li> <li>• Tourisme Î.-P.-É. soutient le développement de sites Web bilingues pour les organismes touristiques à but non lucratif afin d'accroître les services d'information touristique fournis en français. Ces sites Web sont tous liés au site de Tourisme Î.-P.-É. afin de faciliter la recherche d'informations en français.</li> </ul>

# AFFAIRES ACADIENNES ET FRANCOPHONES

D'autres institutions assujetties à la *Loi* ont travaillé à poursuivre sa mise en œuvre et à offrir des services et des programmes en français. Voici les faits saillants et les réalisations de ces autres institutions :

Institution gouvernementale	Faits saillants
Agriculture et Terres	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Lors des consultations publiques sur le projet Terres Enjeux, le public pouvait formuler des commentaires en français sur le site Web du ministère.</li> <li>• Un sondage public visant à identifier les priorités en matière de développement agricole à l'Île était disponible en français.</li> <li>• La Division des terres travaille à la traduction en français des informations relatives aux permis de construction (brochures et dépliants) destinées au grand public.</li> <li>• Les laboratoires d'analyse de la province fournissent une correspondance automatisée en français.</li> <li>• Terre Enjeux Î.-P.-É. inclut une section en français en haut de sa page Web.</li> <li>• L'élaboration d'une trousse sur les services en français pour le personnel se poursuit en partenariat avec Pêches et Communautés. Le projet est axé sur la correspondance et l'offre active et comprend des ressources pour le personnel.</li> </ul>
Croissance économique, Tourisme et Culture	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La personne responsable du Programme de partenariat culturel communautaire s'est rendue dans chacune des six régions acadiennes et francophones pour promouvoir le programme.</li> <li>• Les gens ont eu l'occasion de fournir des commentaires en français dans le cadre des consultations concernant l'examen complet de la loi sur les normes d'emploi et l'examen du salaire minimum.</li> <li>• Les quinze (15) pages Web les plus consultées qui n'étaient pas encore disponibles en français ont été sélectionnées pour être traduites.</li> <li>• Le <i>Guide de l'Île</i> de 2021 a été produit dans les deux langues. La carte routière de la province était aussi disponible en français.</li> <li>• Le dépliant des services de la Division de la croissance économique et démographique a été traduit en français.</li> <li>• La Division du développement de la main-d'œuvre, la Division de la croissance économique et démographique et le Bureau de l'immigration ont financé des activités opérationnelles et des projets d'organisations francophones.</li> </ul>
Environnement, Énergie et Action climatique	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les laboratoires d'analyse de la province fournissent la majorité de leurs dépliants, rapports et formulaires de soumission d'échantillons en français et en anglais.</li> <li>• Des textes sur différents sujets (plantation d'arbres, saison de piégeage, remises sur l'équipement écoénergétique, incitatifs à la construction de nouvelles maisons, etc.) sont régulièrement publiés dans <i>La Voix acadienne</i>.</li> </ul>

# AFFAIRES ACADIENNES ET FRANCOPHONES

<p>Bureau du Conseil exécutif</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un effort horizontal vise à accroître l'information offerte en français concernant les conseils, directives et programmes du gouvernement liés à la pandémie de COVID-19.</li> <li>• Toutes les pages du site Web de Contribuons à l'Î.-P.-É. continuent d'être publiées en anglais et en français, y compris la nouvelle section relative à la Table de lutte contre le racisme.</li> <li>• Les postes vacants à venir au sein de Contribuons à l'Î.-P.-É. et les nouveaux membres des agences, des conseils et des commissions sont annoncés en anglais et en français dans des communiqués et dans les médias sociaux.</li> <li>• En décembre 2021, on a lancé une campagne visant à recruter de nouveaux membres pour le Comité consultatif de la communauté acadienne et francophone. Il y a eu des publicités en français dans <i>La Voix acadienne</i> ainsi que des publications dans les médias sociaux.</li> <li>• Le Secrétariat aux affaires acadiennes et francophones a collaboré avec la communauté acadienne et francophone en accordant des subventions à plusieurs projets.</li> <li>• Dans le cadre des Rendez-vous de la Francophonie en mars 2022, le Secrétariat aux affaires acadiennes et francophones a élaboré et lancé une campagne de courriels visant à partager des ressources, des activités et des faits relatifs à la communauté acadienne et francophone de l'Île avec les fonctionnaires du gouvernement provincial.</li> </ul>
<p>Finances</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les consultations prébudgétaires et les consultations pour la mise à jour de la stratégie en matière de jeu responsable ont eu lieu en anglais et en français.</li> <li>• Les consultations ont été annoncées en français dans les médias sociaux, <i>La Voix acadienne</i> et <i>l'Île branchée</i>. Une annonce bilingue a été publiée dans <i>The Guardian</i>.</li> <li>• L'exposé budgétaire de 2022 a été entièrement traduit en français. Bien que le budget ait toujours comporté des sections en français, c'était la première fois que le document intégral était traduit. L'objectif est de refaire le processus chaque année afin d'améliorer l'accès à l'information sur le budget provincial.</li> <li>• Tous les communiqués ont été traduits en français.</li> <li>• Les SPTI continuent d'améliorer la prestation de services en ligne aux résidents et aux entreprises de l'Île, y compris à la population acadienne et francophone.</li> <li>• Les SPTI affichent sur la page Web du gouvernement des avis bilingues sur la maintenance du site ou les pannes.</li> </ul>
<p>Pêches et Communautés</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le plan stratégique 2021-2024 du ministère a été traduit en français et mis à la disposition des parties prenantes francophones du ministère.</li> <li>• Une enquête interne a été effectuée sur le profil linguistique du personnel et une trousse d'outils sur les services en français a été préparée pour le personnel (en partenariat avec Agriculture et Terres – voir note plus haut).</li> <li>• La Division du développement rural et régional poursuit ses efforts pour servir la clientèle francophone et organiser des possibilités d'apprentissage en français pour les ONG.</li> <li>• Les efforts se poursuivent pour ajouter du contenu en français sur le site Web du ministère en ce qui concerne les programmes de croissance rurale et la nouvelle initiative Jeunes-en-conseil.</li> </ul>

# AFFAIRES ACADIENNES ET FRANCOPHONES

<p>Santé et Mieux-être</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• En partenariat avec le ministère de la Justice et de la Sécurité publique, Santé et Mieux-être a mené des enquêtes en français auprès du public et des fournisseurs de services en français afin d'élaborer une initiative de prévention et d'intervention en matière d'agression sexuelle.</li> <li>• Le ministère appuie les Jeux de l'Acadie au moyen d'une subvention annuelle qui permet à des centaines d'enfants francophones de l'Île de participer aux jeux régionaux de l'Î.-P.-É. et d'ensuite prendre part aux Jeux de l'Acadie. (De nombreuses activités ont dû être annulées ou modifiées de façon importante en raison de la pandémie de COVID-19.)</li> <li>• Des services en français ont été offerts aux Jeux de l'Acadie, ainsi que la possibilité de servir tout autre groupe de sport et de loisirs en français si tel est son choix.</li> <li>• Autres points (voir le tableau sur les faits saillants dans les secteurs prioritaires).</li> </ul>
<p>Commission des droits de la personne</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le rapport annuel de chaque exercice est traduit et affiché sur le site Web de la Commission des droits de la personne (CDP).</li> <li>• La CDP a collaboré avec la Commission scolaire de langue française pour faire traduire les diapositives du cours d'exploration de carrière du programme d'études de 10<sup>e</sup> année afin que le contenu soit aussi mis à la disposition des écoles francophones.</li> <li>• La CDP a poursuivi sa collaboration avec la SAF'Île pour fournir de l'information en français sur le harcèlement sexuel au travail ainsi que les modules de formation nécessaires à la présentation du matériel en français.</li> </ul>
<p>Innovation Î.-P.-É.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Des renseignements concernant les programmes suivants ont été traduits en français et mis en ligne :             <ul style="list-style-type: none"> <li>o Subventions aux arts de l'Î.-P.-É.</li> <li>o Banque d'œuvres d'art de l'Î.-P.-É.</li> <li>o Programme de partenariat culturel communautaire</li> <li>o Fonds de célébration communautaire</li> <li>o Banque d'œuvres d'art autochtones</li> <li>o Fonds culturel acadien et francophone</li> <li>o Fonds de production cinématographique de l'Î.-P.-É.</li> </ul> </li> <li>• Des publications ont été faites en anglais et en français dans les médias sociaux.</li> <li>• Un en-tête bilingue est maintenant disponible pour la communication papier.</li> <li>• Du financement a été accordé à des projets culturels et patrimoniaux grâce à diverses subventions.</li> <li>• La clientèle a accès à du soutien en français au besoin.</li> </ul>
<p>Commission de réglementation et d'appels de l'Î.-P.-É.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le logo de la Commission est bilingue.</li> <li>• Dans le rapport annuel de la Commission, les commentaires d'introduction de la présidence-direction générale et de la direction du Bureau des locations sont traduits en français.</li> <li>• La FAQ du Bureau des locations a été traduite.</li> <li>• Des communiqués et des avis publics ont été publiés dans <i>La Voix acadienne</i>.</li> </ul>

# AFFAIRES ACADIENNES ET FRANCOPHONES

<p>Société de gestion des déchets de l'Île</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le bulletin semestriel de la SGDÎ a été traduit en français, puis distribué à la clientèle.</li> <li>• Dans le cadre de la refonte globale du site <a href="http://www.iwmc.pe.ca">www.iwmc.pe.ca</a>, une page de ressources en français a été ajoutée dans l'onglet de navigation.</li> <li>• Tous les documents créés pour les clients sont offerts en anglais et en français.</li> </ul>
<p>Justice et Sécurité publique</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le ministère a lancé <i>Public Safety Calls / Appels de la sécurité publique</i>, un nouveau programme bilingue de santé mentale conçu pour appuyer les besoins uniques du personnel de sécurité publique.</li> <li>• Tout le matériel lié au processus d'approbation des déplacements et aux mesures de restriction aux frontières lors de l'état d'urgence a été traduit en français.</li> <li>• Le contenu en ligne sur le registre des lobbyistes, les loteries et le Bureau du commissaire aux incendies a été traduit en français.</li> <li>• Un poste d'agent/agent(e) d'exécution du Programme d'exécution des ordonnances alimentaires a été pourvu par une personne bilingue à l'automne 2021.</li> </ul>
<p>Régie des alcools</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le sommaire du rapport annuel de la Régie est publié en anglais et en français.</li> <li>• L'annonce de MADD Canada dans le rapport annuel 2021-2022 (page 53) est bilingue, tout comme les liens vidéo dans le rapport pour visionner la promotion de la campagne de sécurité nautique.</li> <li>• Les affiches bilingues de la campagne « Test 30 » sont dans tous les magasins d'alcool de la Régie.</li> <li>• Toute la signalisation extérieure des magasins de la Régie est bilingue.</li> </ul>
<p>Musée et Fondation du patrimoine</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le plan stratégique du Musée et de la Fondation du patrimoine a fait l'objet de consultations publiques. Des sondages ont été proposés en anglais et en français, en ligne et dans divers endroits, et certaines consultations ont eu lieu avec des membres de la communauté francophone. Des sondages papier étaient également disponibles dans les deux langues.</li> <li>• Le formulaire de candidature pour les Prix du patrimoine a été traduit en français.</li> <li>• D'autres articles bilingues ont été publiés dans <i>l'Island Magazine</i>. Les numéros publiés en 2021-2022 (no 88 et no 89) contenaient tous deux des articles bilingues.</li> <li>• On a fait traduire du contenu pour le site Web, présenté des expositions en anglais et en français et publié en français dans les médias sociaux.</li> </ul>

# AFFAIRES ACADIENNES ET FRANCOPHONES

<p>Commission de la fonction publique</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La nouvelle stratégie en matière de diversité et d'inclusion de 2022-2025 fait la promotion de l'engagement du gouvernement à créer une culture de travail respectueuse qui valorise la diversité et l'inclusion et soutient le processus de recrutement visant les membres de groupes issus de la diversité.</li> <li>• Le partenariat avec l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard s'est poursuivi pour offrir huit (8) cours de français et quarante-six (46) séances aux groupes de conversation virtuels.</li> <li>• L'outil d'autoapprentissage Babbel a été offert aux membres de la fonction publique et de Santé Î.-P.-É. travaillant avec un public francophone.</li> <li>• Le projet pilote <i>French for Medical Purposes</i> (Le français à des fins médicales), offert par l'Université McGill avec l'appui de l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard, a été mis à la disposition des personnes œuvrant dans le secteur de la santé.</li> <li>• Les activités publiques francophones ont été promues auprès des employés et employées bilingues.</li> </ul>
<p>Transports et Infrastructure</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le personnel du centre Accès Î.-P.-É. à Wellington, où tous les services en personne sont offerts en français, a reçu une formation afin de pouvoir proposer des rendez-vous dans le cadre du programme pour la carboneutralité (p. ex., les consultations pour obtenir une thermopompe gratuite).</li> <li>• Des efforts sont en cours pour embaucher une personne bilingue dans l'un des postes de conseiller/conseillère en expérience de service.</li> <li>• Le travail se poursuit pour promouvoir et améliorer le contenu en français sur les pages Web du ministère.</li> </ul>
<p>Développement social et Logement</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La <i>Residential Tenancy Act</i>, l'examen de la <i>Child Protection Act</i> de 2021 et la <i>Youth and Family Services Act</i> ont fait l'objet de consultations en français et en anglais.</li> <li>• La calculatrice de la subvention pour la garde d'enfants est offerte en libre-service dans les deux langues.</li> <li>• Le <i>Guide des aînés</i>, les demandes pour les subventions du Secrétariat aux aînés et les trousseaux de mise en candidature pour l'Aîné de l'année sont disponibles en anglais et en français sur le site Web du ministère.</li> <li>• La Division des programmes sociaux a embauché une personne bilingue dans un poste d'agent d'évaluation. C'est un premier pas envers la désignation future de ce poste comme étant bilingue.</li> <li>• Cette personne bilingue offrira de l'information et des services aux francophones qui demandent de l'aide pour se prévaloir des programmes sociaux et d'autres sources de soutien.</li> </ul>
<p>Commission des accidents du travail</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les nouveaux règlements en matière de santé et de sécurité au travail concernant le harcèlement au travail ont été traduits en français.</li> <li>• Une nouvelle foire aux questions sur la réglementation en matière de harcèlement au travail a été ajoutée en français sur le site Web de la CAT.</li> <li>• La CAT se sert des médias sociaux (Twitter) pour promouvoir ses pages Web, y compris le contenu publié en français.</li> </ul>

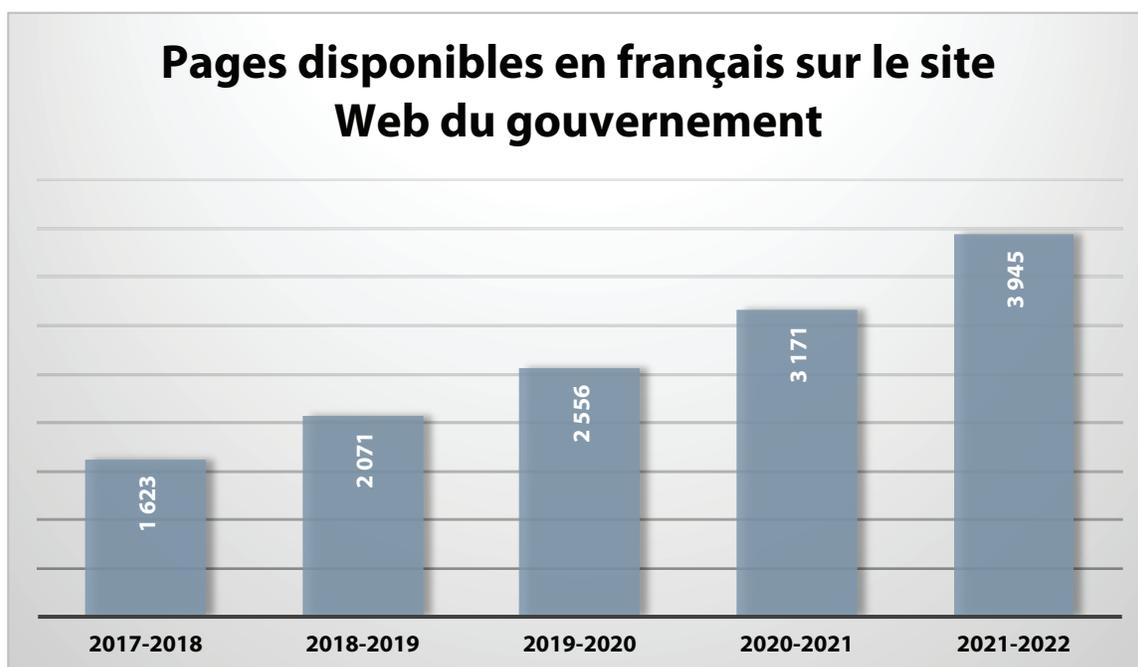
## AUTRES INDICATEURS

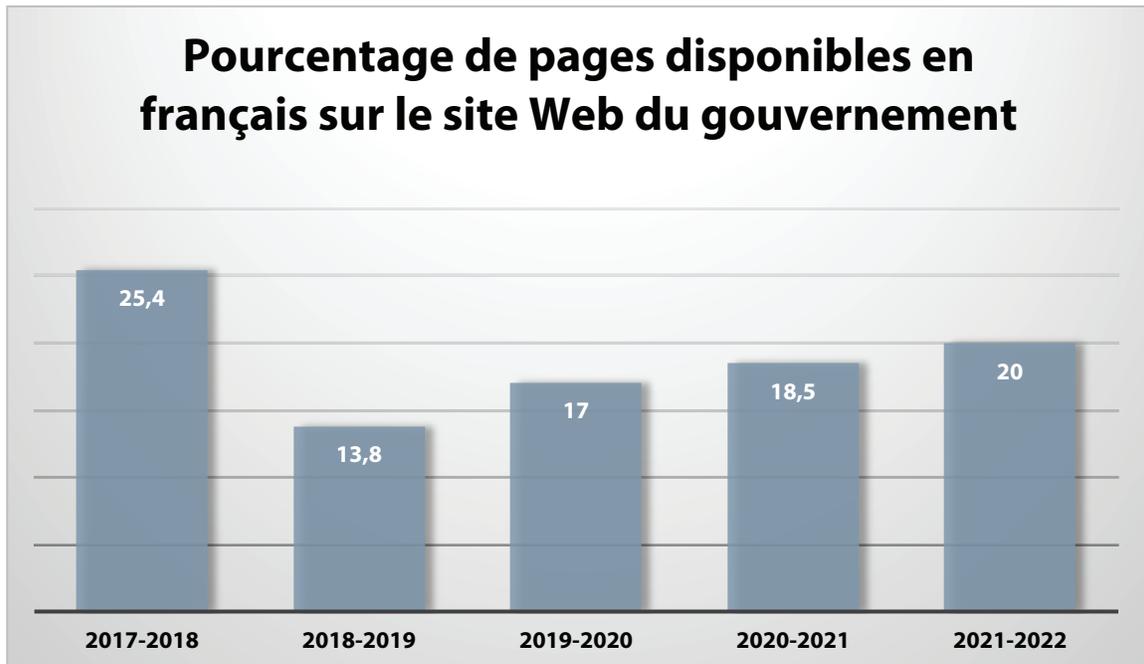
### Site Web du gouvernement provincial

Le site Web du gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard demeure la plateforme principale qui permet d'augmenter l'accès à l'information en français, un secteur prioritaire pour la communauté acadienne et francophone. Le site Web est utilisé par le gouvernement pour publier des renseignements sur les programmes et services gouvernementaux ainsi que pour donner accès aux services en ligne.

Sur le plan technologique, chacune des pages du site Web peut être traduite et offerte en français, ce qui permet de publier systématiquement de nouveaux renseignements en français au fur et à mesure que le site est alimenté. Les pages les plus consultées par les utilisateurs sont traduites en priorité. En date du 31 mars 2022, le site Web comptait 3 945 pages en français, soit une hausse par rapport aux 3 171 pages accessibles en 2020-2021. On dénombrait un total de 19 322 pages Web au 31 mars 2022 (13 % de plus qu'en 2020-2021, où on en comptait 17 103), ce qui signifie que 20 % du site Web était accessible en français à ce moment-là.

Le nombre de pages en français a augmenté depuis 2018-2019, tant en chiffres absolus qu'en pourcentage du nombre total de pages. Notons que le pourcentage de pages en français a baissé de 2017-2018 à 2018-2019. Cette baisse ponctuelle du pourcentage était attribuable à la croissance extrêmement rapide de pages en anglais (qui sont passées d'un peu plus de 6 000 à près de 15 000 en un an) à la suite du lancement du nouveau site Web du gouvernement. Comme il a déjà été mentionné, le pourcentage de pages en français augmente depuis.



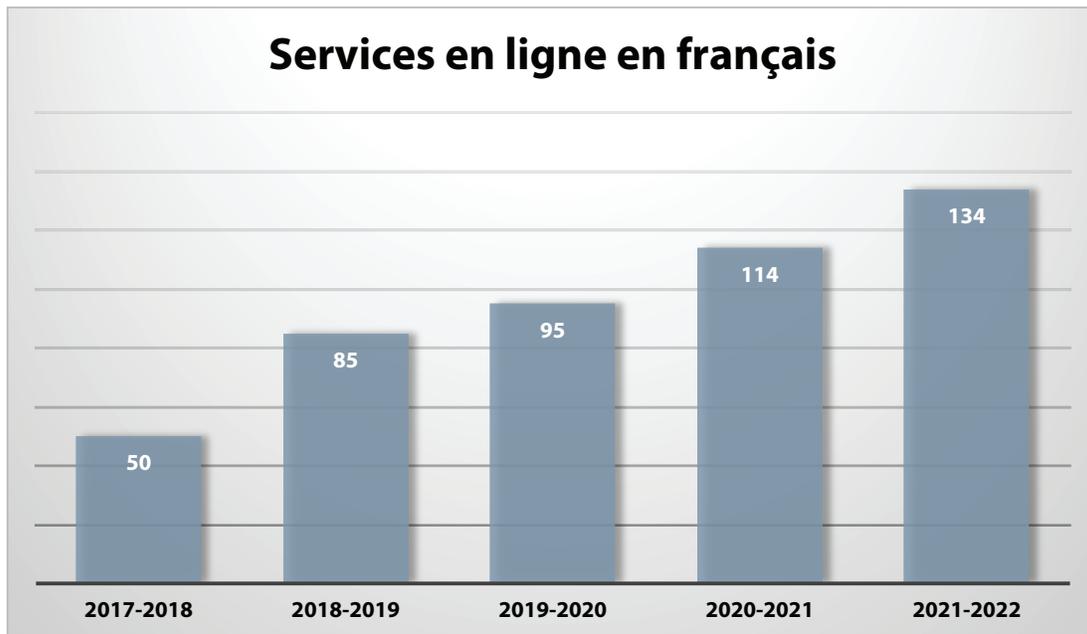


Le site Web permet également d'offrir des services en ligne en français. En date du 31 mars 2022, le site Web comptait 134 services en ligne en français, soit une hausse par rapport aux 114 services accessibles en 2020-2021. Les institutions suivantes ont ajouté de nouveaux services en ligne en français lors de l'exercice visé :

- Croissance économique, Tourisme et Culture
- Éducation et Apprentissage continu
- Environnement, Énergie et Action climatique
- Pêches et Communautés
- Santé et Mieux-être
- Innovation Î.-P.-É.
- Justice et Sécurité publique
- Commission de la fonction publique de l'Î.-P.-É.

Voici certains des services lancés en ligne en français en 2021-2022 :

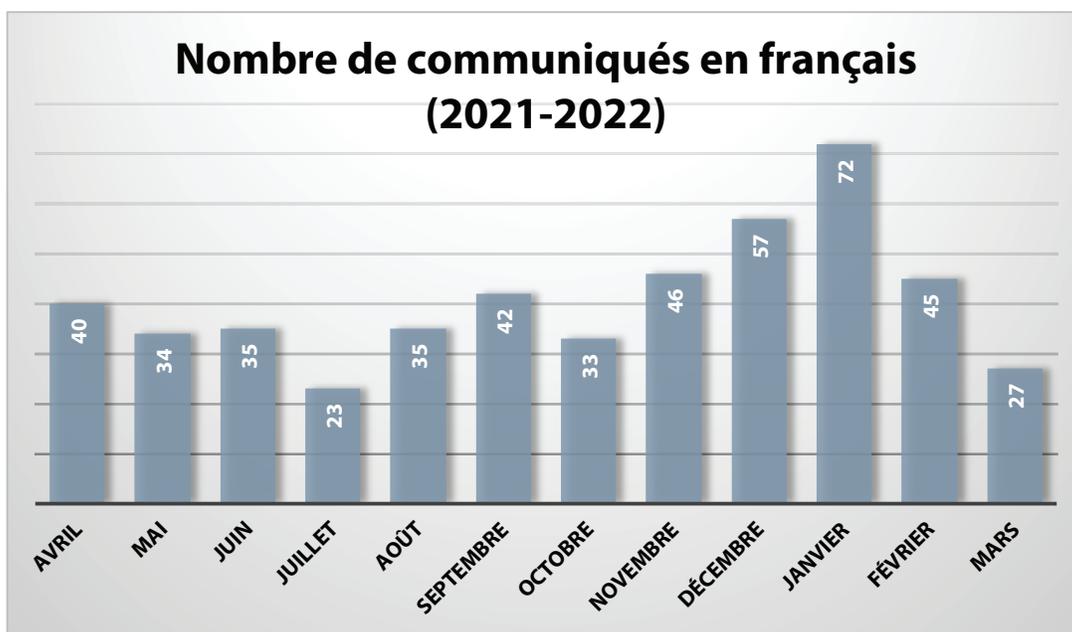
- COVID-19 : Fonds de soutien du revenu
- COVID-19 : Programme de soutien pour l'exploitation des musées communautaires et des lieux culturels
- Demande de laissez-passer pour l'Î.-P.-É. (Santé et Mieux-être)
- Demande en ligne de remise liée à l'énergie pour les entreprises
- Fonds pour production cinématographique de l'Î.-P.-É.
- Demande d'emploi d'été pour étudiants



## Nouvelles du gouvernement en français

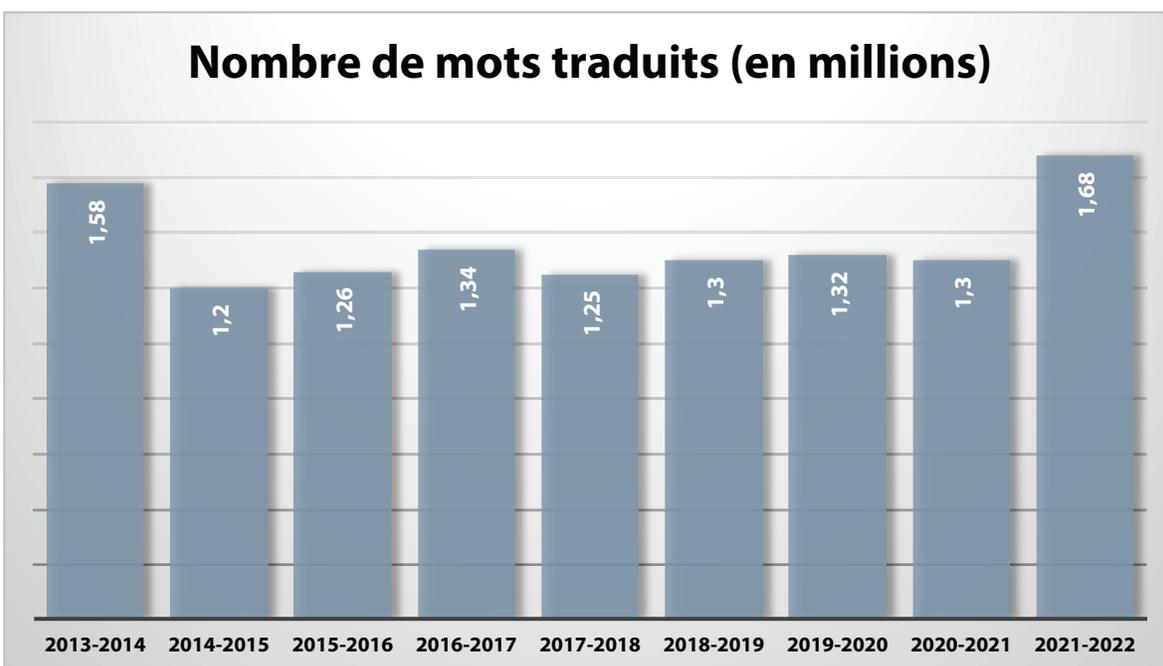
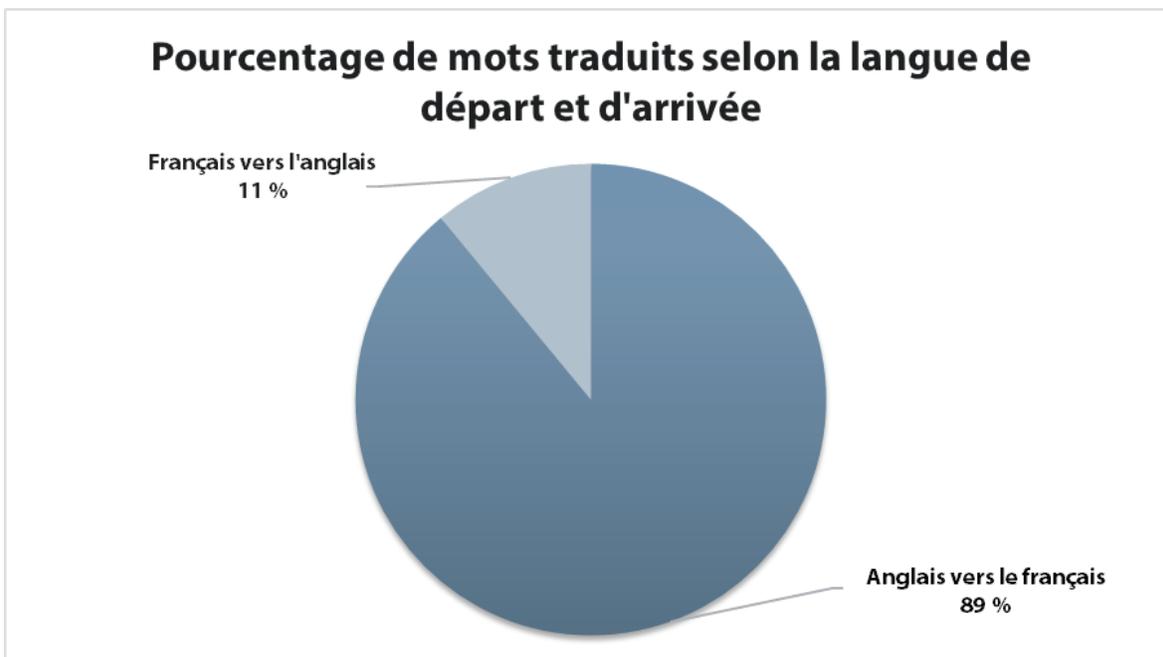
Au cours de l'exercice 2021-2022, le gouvernement a diffusé 489 communiqués en français sur un total de 530, soit 92 %. Il s'agit du même pourcentage qu'en 2020-2021, une amélioration par rapport aux trois années précédentes où les pourcentages étaient les suivants : 2019-2020, 89 %; 2018-2019, 76 %; et 2017-2018, 89 %.

Ces communiqués fournissaient divers renseignements sur les services et les programmes gouvernementaux, y compris les mesures de santé publique et de l'information liée à la pandémie de COVID-19.



## Service de traduction

Le Service de traduction du gouvernement provincial joue un rôle clé dans l'offre de services en français par les institutions gouvernementales. En effet, le Service permet notamment aux institutions gouvernementales d'accroître la quantité d'information offerte en français. En 2021-2022, le Service de traduction a assuré la traduction de 1 681 137 mots, dont 89 % de l'anglais au français et 11 % du français vers l'anglais.



## Capacité du gouvernement

La prestation de services en français par les institutions gouvernementales s'appuie en partie sur la disponibilité du personnel bilingue. La Commission de la fonction publique est responsable de faire la liste, pour la fonction publique et Santé Î.-P.-É., des postes désignés bilingues et des employés et employées bilingues n'occupant pas un poste désigné.

Le nombre d'employés et employés bilingues a augmenté de manière constante au cours des années. Le nombre de postes désignés bilingues a aussi progressé de façon générale, mais ce nombre a tendance à fluctuer d'une année à l'autre en fonction des besoins opérationnels.

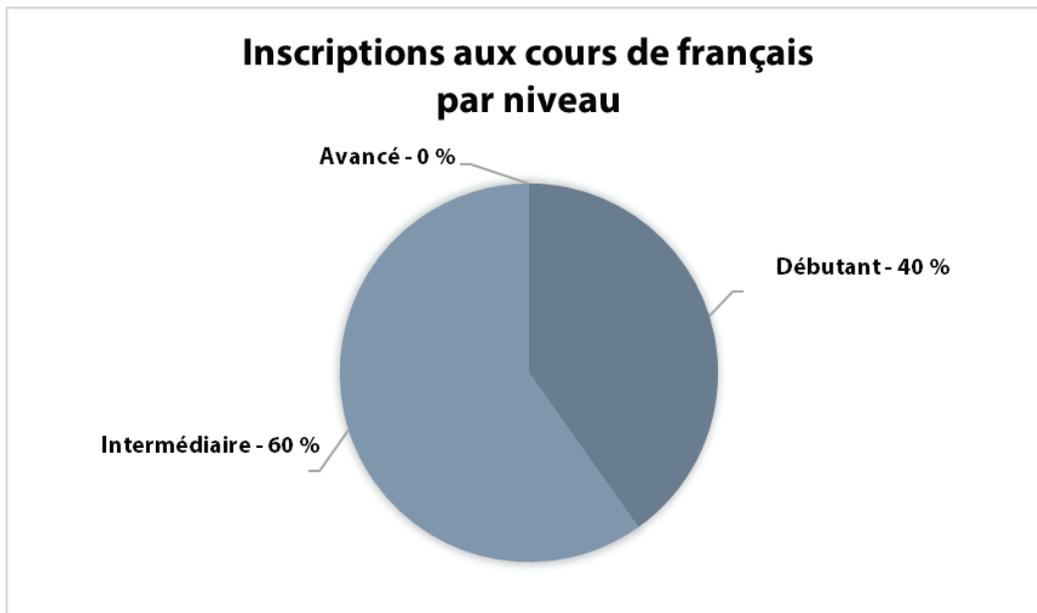
Employés et employées bilingues du gouvernement de l'Î.-P.-É.	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Postes désignés bilingues	119	120	116	142	141	146	148	138	141
Employés et employées bilingues <sup>1</sup> n'occupant pas des postes désignés	102	110	120	124	140	160	211	226	233
<b>Total</b>	<b>221</b>	<b>230</b>	<b>236</b>	<b>266</b>	<b>281</b>	<b>306</b>	<b>359</b>	<b>364</b>	<b>374</b>

<sup>1</sup> Les employés et employées bilingues sont ceux et celles dont les compétences orales en français ont été évaluées par la Commission de la fonction publique et qui ont atteint le niveau « Intermédiaire plus » ou un niveau plus élevé.

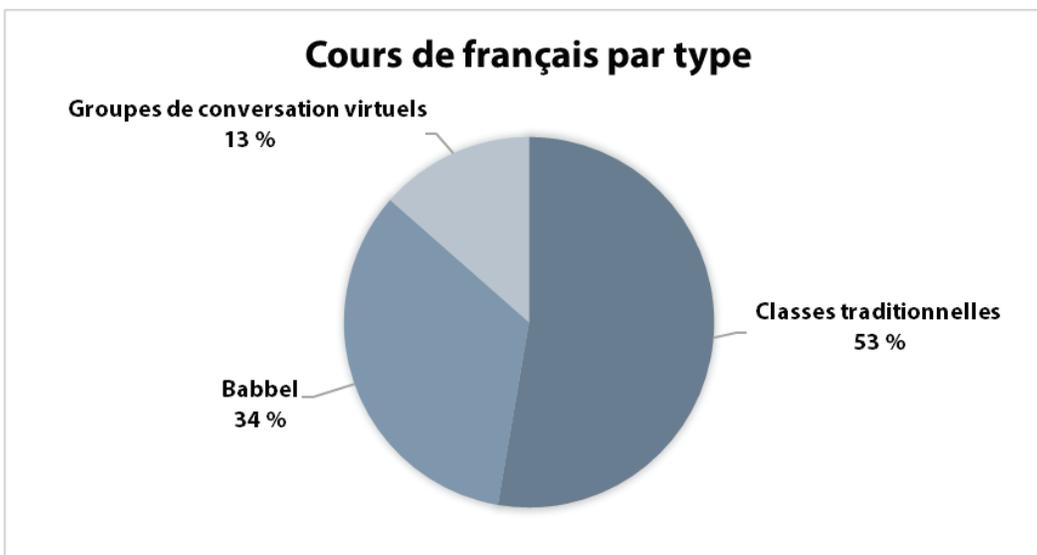
En 2021-2022, 69 évaluations de la compétence orale ont été effectuées, contre 49 en 2020-2021. Quarante de ces évaluations ont été réalisées aux fins de dotation, tandis que 29 autres ont été réalisées sur une base facultative.

Au cours du même exercice, il y a eu 102 inscriptions à la formation linguistique en français, comparativement à 65 en 2020-2021. Il s'agit d'une amélioration nette par rapport à la première année de la pandémie de COVID-19, lorsque les activités gouvernementales non essentielles ont été les plus gravement touchées, mais le chiffre reste inférieur aux données recueillies avant le début de la pandémie.

En 2021-2022, sept cours ont été offerts par l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard : « Introduction to French Language and Culture », en deux parties; « Intermediate French Language », en trois parties; ainsi que « Oral Communication » et « Written Communication ». Dans le contexte de la pandémie, tous ces cours ont été donnés sur une plateforme virtuelle.



En 2021-2022, en plus des cours de français en classe, la Commission de la fonction publique a racheté 75 abonnements à Babbel qui ont été attribués aux membres de la fonction publique et de Santé Î.-P.-É. qui sont régulièrement en contact avec le public. En plus de l'autoapprentissage sur Babbel, la Commission de la fonction publique a collaboré avec l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard afin d'offrir des groupes de conversation virtuels aux employés et employées. La cohorte étudiante inscrite au programme d'éducation de l'université a animé les séances de 30 et 45 minutes proposées aux employés et employées débutants, intermédiaires ou avancés pour un total de cinq heures par semaine. L'université a aussi mis sur pied un test de niveau pour aider les participants et les participantes à choisir le bon groupe en fonction de leur niveau de compétence en français.



# AFFAIRES ACADIENNES ET FRANCOPHONES

La formation en français est accessible à tous les membres du personnel, mais le nombre de places est limité pour certains cours. Si le nombre de candidatures dépasse la capacité d'accueil, les inscriptions sont classées par ordre de priorité selon les quatre (4) secteurs prioritaires mentionnés précédemment : la santé, l'éducation, l'accès à l'information et les services sociaux.

En 2021-2022, Santé Î.-P.-É. et la Commission de la fonction publique ont collaboré à une initiative pilote lancée dans le cadre d'un partenariat entre l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard et l'Université McGill. Utilisant une approche virtuelle avec un soutien en ligne, les ateliers *French for Medical Purposes* (Le français à des fins médicales) ont été offerts à des personnes souhaitant acquérir des compétences en matière d'expression et de compréhension orale en français dans le cadre de leur travail en soins directs pour Santé Î.-P.-É. Les participants et participantes ont pu améliorer leur vocabulaire, leurs stratégies et leurs structures grammaticales par le biais d'exercices oraux et d'activités de communication intégrées dans des situations professionnelles liées aux soins de santé. Quinze personnes ont participé à ce programme de huit semaines, donné en mode asynchrone et synchrone.



## Orientations futures

En 2022-2023, le Secrétariat aux affaires acadiennes et francophones compte procéder à l'élaboration de son plan stratégique et entamera le processus de dotation d'un nouveau poste d'agent ou agente de programme pour gérer l'Entente Canada-Île-du-Prince-Édouard relative aux services en français. Ainsi, le Secrétariat pourra travailler de façon plus proactive avec les institutions gouvernementales assujetties à la *Loi* afin de trouver et de financer des projets qui aideront à améliorer les services en français en place et à en créer de nouveaux dans l'ensemble du gouvernement.

Le Secrétariat collaborera aussi avec toutes les institutions assujetties à la *Loi* pour dresser l'inventaire des services en français existants. Ces services seront situés dans l'ensemble des services offerts par le gouvernement et définis en fonction de structures organisationnelles détaillées. Dans le cadre de ce travail, on tentera aussi de saisir des données sur la capacité bilingue du gouvernement pour les intégrer au recensement global des services. En présentant un portrait holistique mais détaillé, l'inventaire devrait permettre de déceler de nouvelles possibilités stratégiques pour accroître l'accès aux services et programmes en français ainsi que leur prestation. Il devrait également fournir des renseignements utiles aux institutions assujetties à la *Loi* pour alimenter leurs plans annuels en matière de services en français.

En 2022-2023, le Secrétariat s'appuiera sur les conclusions du rapport du Comité consultatif de la communauté acadienne et francophone sur l'immigration francophone afin d'élaborer une stratégie en la matière pour le gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard, un engagement important annoncé dans l'exposé budgétaire du 24 février 2022. La stratégie d'immigration francophone visera à orienter la province en aidant les employeurs à répondre à leurs besoins en main-d'œuvre, en soutenant l'établissement des nouveaux arrivants francophones et en renforçant la capacité d'accroître l'immigration francophone à l'Île. Le Secrétariat travaillera de concert avec plusieurs organismes gouvernementaux de la province pour mettre au point cette stratégie, y compris le ministère de la Croissance économique, du Tourisme et de la Culture; le Bureau d'immigration; le ministère de l'Éducation et de l'Apprentissage continu; le ministère de la Santé et du Mieux-être; et la Commission de la fonction publique.

Une équipe qui connaît très bien la communauté acadienne et francophone de l'Île et qui a tissé des liens multiples avec elle reste un élément clé pour réaliser le mandat du Secrétariat. Il est tout aussi essentiel de maintenir des relations productives avec les coordonnateurs et coordonnatrices des services en français des institutions assujetties à la *Loi* ainsi qu'avec les équipes de haute direction et de prestation de programmes au sein de ces organisations. Au cours de la prochaine année, le Secrétariat continuera à exploiter ces forces et à en tirer parti.

## Coordonnées

*Loi sur les services en français*

C.P. 58, Wellington, PE C0B 2E0

Tel: 902-854-7446

Fax: 902-854-7255

E-mail: [bonjour@gov.pe.ca](mailto:bonjour@gov.pe.ca)

[princeedwardisland.ca/en/topic/acadian-and-francophone-affairs](http://princeedwardisland.ca/en/topic/acadian-and-francophone-affairs)

[princeedwardisland.ca/fr/sujet/affaires-acadiennes-et-francophones](http://princeedwardisland.ca/fr/sujet/affaires-acadiennes-et-francophones)





DG-1527